

ces problèmes industriels, a délibérément abaissé de 40 p. 100 le tarif sur ces objets sans consulter la commission.

Les fabricants d'autos ont soumis une requête raisonnable au Gouvernement, demandant qu'avant qu'il soit donné suite aux propositions budgétaires, cette industrie fit l'objet d'une enquête conduite par la commission qu'on vient de créer. Voilà qui est assurément raisonnable; le Gouvernement ne sautrait leur faire la sourde oreille. Ce que je viens de dire est corroboré par un "appel" paru dans *The Labour Leader*, de Toronto, le 23 avril 1926. Le texte en est surmonté d'un gros titre et est imprimé en caractères gras, choses qui témoignent de l'importance qu'on y attribue. Les honorables députés d'en face n'iront pas croire que cette publication s'inspire de mobiles autres que les plus avouables. Voici le texte en question:

Un appel aux membres de la Chambre des communes du Canada

Le *Labor Leader*, au nom des hommes qui travaillent dans les usines canadiennes où se fabriquent les automobiles et les pièces et accessoires d'auto, lesquels hommes sont au nombre d'environ 25,000 ayant à leur charge quelque 100,000 femmes et enfants, vous prie instamment, vous qui représentez les citoyens de ce grand Dominion, de déferer à la nouvelle commission tarifaire l'article du budget relatif au tarif sur les automobiles, et de permettre ainsi à ces ouvriers de faire valoir leurs vues devant les commissaires. Messieurs, oubliez vos partis politiques et tendez la main à ces travailleurs laborieux.

Laissez-moi dire en terminant qu'une des pires caractéristiques du ministère King, c'est que ses remaniements du tarif sont si fréquents et si inattendus que toutes les industries se sentent menacées et vivent dans l'incertitude. Les capitalistes hésitent à inaugurer de nouvelles entreprises industrielles ou à agrandir des entreprises existantes; l'avenir est trop incertain. La création d'une commission tarifaire a laissé croire aux gens que le tarif allait être modifié; le public s'y attendait plus ou moins. Huit jours après la nomination de la commission, le Gouvernement, apparemment sans s'occuper de la commission, et sans enquête, a modifié sérieusement les droits relatifs à certaines industries.

M. DONNELLY: Qu'on supprime le tarif!

M. ARMSTRONG (Lambton-Est): Un honorable représentant de la Saskatchewan dit: "Qu'on supprime le tarif!" C'est toujours la même histoire. L'adoption d'un pareil programme ruinerait nos industries et chasserait nos gens du pays.

M. McLEAN (Melfort): L'honorable député me permettra-t-il une question? Il n'a cessé de se montrer très affable, très courtois, et je lui en sais bien gré. Voici la ques-

[M. Armstrong (Lambton-Est).]

tion que je voulais lui poser: Comment explique-t-il le relèvement immense de notre production et de notre commerce au cours des quatre dernières années, si toutes les industries du pays ont été ruinées comme lui et quelques-uns de ses amis le prétendent?

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Il n'y a pas eu de relèvement.

M. McLEAN (Melfort): Mais oui, un relèvement immense.

M. ARMSTRONG (Lambton-Est): L'honorable député qui vient de poser la question sait très bien que le ministre des Finances, dans son exposé budgétaire, a clairement attribué à la Providence le merveilleux développement de ce pays l'an dernier...

M. McLEAN (Melfort): Attribué tout.

M. ARMSTRONG (Lambton-Est): ...et si l'honorable député suit la suggestion du ministre des Finances, il saura pourquoi l'industrie agricole en particulier a réussi à accomplir ce qu'il a accompli.

Pour revenir à ce que je disais lorsque je fus interrompu, je dirai que le fait qu'une commission du tarif allait être créée laissait espérer la stabilité des affaires. Mais si l'on doit ignorer cette commission dans le cas de certaines industries, pourquoi demander son avis lorsqu'il s'agit de toute autre industrie? Pourquoi créer une commission du tarif, avec toutes les dépenses additionnelles qu'elle entraîne, si elle ne doit pas faire enquête et rapport sur toutes les industries?

Le ministre des Finances, adressant la parole à la délégation de l'industrie de l'automobile au théâtre Keith récemment, s'écriait "je ne broncherai pas", avant même d'avoir entendu ce que la délégation avait à dire. Se montrera-t-il aussi ferme avec la commission du tarif?

En terminant, puis-je dire que jamais nous n'avons eu autant besoin d'un tarif stable dans ce pays. Le Canada a besoin de capitaux pour l'exploitation de ses mines et de ses forêts, de ses chutes d'eau et de ses industries, et pour procurer de l'emploi à ses gens. Mais pourquoi les étrangers, ou même nos propres gens placeront-ils leurs capitaux au Canada lorsque nous avons un gouvernement qui refuse d'accorder une mesure raisonnable de stabilité aux affaires et qui ne jouit pas de la confiance du peuple? Le gouvernement King, en signant des conventions de commerce avec des pays étrangers et en abaissant le tarif, a porté un coup aux industries du Canada et à notre industrie fondamentale, l'agriculture, au moment le plus critique. Tant que le Gouvernement actuel restera à la tête des affaires du pays, nos industries, si elles ne disparaissent pas, seront